

LE TEMPS

Vendredi 23 mai 2014

Par Willy Boder Berne

L'avenir des barrages suisses, un «grounding» comme Swissair?

> Energie L'effondrement des prix fragilise le secteur hydraulique

«Je pense qu'on ne va pas échapper à un soutien de l'Etat, sinon l'hydroélectricité va mourir», explique Yannick Buttet, conseiller national (PDC/VS) au *Temps*. Le mois dernier, Hans Schweickardt, président du conseil d'administration d'Alpiq, lan-

çait un cri d'alarme. Si rien n'est fait pour soutenir l'industrie électrique suisse, l'avenir du secteur de production ressemblera au «grounding» de Swissair, a-t-il averti.

Que se passe-t-il au pays où l'eau des montagnes valait de l'or?

La forte chute des prix de l'électricité, sous l'effet de la surproduction en Europe et du subventionnement des énergies renouvelables en Allemagne, fait que les barrages hydrauliques suisses produisent à perte ou ne sont plus compétitifs. Avec des

impacts financiers énormes dans les comptes de sociétés comme Alpiq, les Forces motrices valaisannes, Axpo ou Repower. D'où deux questions: comment réussir la sortie du nucléaire, et faut-il une aide fédérale temporaire aux barrages suisses? ► Pages 2, 3

Editorial

La vraie menace

Par Pierre Veya

La situation de l'économie hydraulique suisse est préoccupante et le secteur pour les deux

LA FORTE CHUTE DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ, SOUS L'EFFET DE LA SURPRODUCTION EN EUROPE ET DU SUBVENTIONNEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ALLEMAGNE FAIT QUE LES BARAGES HYDROÉLECTRIQUES SUISSES PRODUISENT À PERTE OU NE SONT PLUS COMPÉTITIFS !

Hydraulique: faudra-t-il porter secours aux barrages suisses?

La forte chute des prix de l'électricité sur le marché de gros européen menace l'existence de certains barrages. Plusieurs modèles de soutien par les pouvoirs publics sont à l'étude. En quelques années, l'or blanc, soit l'eau des montagnes suisses transformée en électricité à haute valeur ajoutée, est devenu de la monnaie de fer-blanc. La chute des prix de l'électricité sur le marché européen, dont les causes relèvent de facteurs déclenchés à l'étranger, fait fondre les marges bénéficiaires des grands groupes producteurs suisses. Plusieurs d'entre eux, comme Alpiq, dont une partie du capital est ancrée en Suisse romande, les Forces motrices valaisannes, Axpo ou Repower tirent la langue.

Le mois dernier, Hans Schweickardt, président du conseil d'administration d'Alpiq, lançait un cri d'alarme. Si rien n'est fait pour soutenir l'industrie électrique suisse, l'avenir du secteur de production ressemblera au «grounding» de Swissair, a-t-il averti, en rappelant le maillage serré des entreprises électriques du pays.

Paroles en l'air, ou vraie menace qui pèse sur le patrimoine hydroélectrique suisse?

Le message a, entous les cas, été entendu par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (Ceate-N), qui a chargé une sous-commission de faire des propositions d'aide publique qui vont modifier l'examen en cours de la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral. Car, si 60% de la production d'électricité provenant de l'hydraulique ne peut plus être rentabilisée, c'est tout le programme de sortie du nucléaire et de promotion des nouvelles énergies renouvelables (solaire, éolien) qui est menacé.

Michael Wider, membre de la direction générale d'Alpiq, explique: «Les conditions économiques liées à la Stratégie énergétique 2050 ont changé, puisqu'on ne peut plus vraiment compter sur les centrales à gaz ou les centrales nucléaires, et que l'hydraulique est à la limite de la rentabilité.

Est-ce qu'on peut dès lors s'imaginer, sans soutien temporaire du secteur, que la Suisse doive importer 40 à 60% de son énergie électrique?»

La valorisation du parc hydroélectrique suisse a chuté de moitié à cause des subventions massives, en Allemagne (20 milliards d'euros) et en Italie, qui soutiennent la production d'énergie éolienne et photovoltaïque.

Ces aides amènent des quantités énormes d'électricité à prix cassé sur le marché de gros.

Un graphique inquiète les représentants de la branche. **Le 10 mai dernier, entre midi et deux heures, les vendeurs de courant devaient payer plus de 10 centimes le kWh pour pouvoir écouler leur électricité sur le marché de gros européen**... Quand un vendeur doit payer pour trouver un client prêt à acheter sa marchandise, c'est que quelque chose ne tourne plus rond, songent-ils.

«Au prix de marché moyen de 35 centimes le kWh, seules quelques grandes centrales hydroélectriques déjà amorties peuvent être compétitives», souligne Dominique Gachoud, directeur général du Groupe E, présent à Fribourg et Neuchâtel. Alpiq a essuyé une lourde perte en 2012, et vu son bénéfice net chuter de 89% au premier trimestre 2014. Un rapport de l'Office fédéral de l'énergie, rédigé à la fin de l'an dernier, montre que sur 25 projets d'équipement hydroélectrique, un seul atteint le seuil de rentabilité. «Et on ne voit pas une remontée significative des prix avant 2019 ou 2020», **constate Dominique Gachoud, qui craint un affaiblissement économique dont tireraient profit des sociétés étrangères intéressées par le parc hydraulique suisse.**

L'idée d'une aide fédérale temporaire aux barrages fait donc son chemin. Les pistes explorées reflètent les intérêts divergents des parties en présence: producteurs, cantons de plaine, cantons de montagne ou distributeurs de courant. Ces derniers, comme les SIG, Romande Energie ou Groupe E, sont liés aux producteurs, mais ne sont pas touchés financièrement, car ils vendent leur courant à des petits clients captifs au prix de revient.

Le projet de transformer la redevance hydraulique, ce droit d'eau touché par les cantons et les communes de montagne, risque de mettre le feu aux poudres. Les producteurs aimeraient réduire cette charge, qui représente plus de 20% des frais de production, ou la rendre variable selon les conditions du marché de gros européen.

Une autre idée consiste à reporter ces coûts directement sur le consommateur final au lieu de les facturer au producteur. D'autres pistes, comme l'intégration de la grande hydraulique dans le système de subventionnement RPC ou l'octroi de prêts par la Confédération, sont aussi examinées.

Beat Vonlanthen, conseiller d'Etat fribourgeois et président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie, hésite. «Pour l'instant, il n'est pas urgent d'intervenir. Je constate que les cantons de montagne n'ont pas envie de voler seuls au secours des entreprises de production hydraulique en difficulté, alors que les cantons du Plateau suisse ont engrangé, ces dernières années, des sommes importantes sous forme d'impôts et de participation au bénéfice de ces entreprises. Je préconise donc une approche prudente et sereine.»